







Programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit – PROSMED

Comité de pilotage

9 décembre 2022

Maison commune des Nations Unies, Badalabougou

Liste des participants :

Voir annexe 1

I. Ouverture de la séance

La réunion du Comité de pilotage du Programme d'appui à la stabilisation du Mali (**PROSMED**) s'est déroulée de **10h00** à **12h10** dans la grande salle de réunion du **PNUD Mali**.

Le Représentant Résident Adjoint / Programme du PNUD s'est exprimé au nom des trois entités des Nations Unies partenaires de mise en œuvre du projet (PNUD, ONU Femmes et Minusma). Il a souhaité la bienvenue aux représentants des institutions nationales et des partenaires techniques et financiers au premier comité de pilotage du PROSMED. Il a rappelé l'approche conjointe du programme PROSMED qui a vocation à servir de cadre d'intervention conjoint pour les activités des trois entités onusiennes en matière d'Etat de droit et de prévention des conflits dans les zones géographiques couvertes par le programme. Il a en outre rappelé que le Comité de pilotage est l'organe d'orientation et de décision stratégique du programme d'où l'importance de la réunion d'aujourd'hui et qu'il allait permettre de discuter le plan d'action du PROSMED pour l'année 2023 mais aussi les activités réalisées en 2022.

Le représentant du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme s'est exprimé au nom des ministères et institutions partenaires du projet. Il a salué la tenue de ce comité de pilotage. Il a rappelé les attentes de leurs départements respectifs par rapport à ce programme et saluer les réalisations déjà finalisées. La représentante de l'ambassade des Pays-Bas s'est exprimée au nom des partenaires techniques et financier du programme. Elle a salué l'organisation de ce comité de pilotage de PROMSED. Elle s'est félicitée de l'approche conjointe PNUD/ONU Femmes/MINUSMA de ce programme et a confirmé l'intérêt des partenaires, et notamment de son ambassade à sa réalisation.

II. Présentation des résultats et des activités planifiées

Les représentants du PNUD, ONU Femmes, MINUSMA (Affaires civiles, UNPOL et Section des affaires judicaires et pénitentiaires) sont intervenus à tour de rôle pour présenter les résultats et activités planifiées du programme.

II.1. Présentation des programmes

Durée du projet : 1/07/2021 - 30/06/2025

Partenaires nationaux : ministère de la Justice et des droits de l'Homme ; ministère de la Sécurité et de la protection civile ; ministère de la Réconciliation nationale ; ministère des Affaires religieuses et du culte ; ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité ; Commission Nationale des droits de l'homme.

Partenaires de mise en œuvre : PNUD ; ONU FEMMES ; MINUSMA (DAC, SAJP, DDHP, UNPOL)

Budget total: USD 32,000,000 Budget disponible: USD 32,947,292

Pays-Bas (12M USD), PBF (7M USD), MINUSMA TF (7,5 M USD), MINUSMA RBB (3 M USD), UE (500,000 USD), Suisse/Norvège (350,000), Rép. Tchèque (200,000 USD), UK (80,000 USD), PNUD

Le Programme PROSMED est mis en œuvre à travers plusieurs sous-projets :

- Approche intégrée pour lutter contre l'impunité et pour un accès amélioré à la justice dans le Centre du Mali (PBF);
- Les jeunes engagés pour une paix durable : Appui à la participation des jeunes aux processus de réconciliation au Mal (PBF) ;
- Femmes et conflit lié aux ressources naturelles (PBF) ;
- Prévenir et lutte contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement (Suède, Pays-Bas, Rep Tchèque) ;
- Construction d'un collecteur dans la ville de Gao (MINUSMA Trust Fund Danemark);
- Projet d'appui à la transition (UE);
- Programme Régional Conjoint d'Appui à la mise en œuvre des Activités de Coopération Transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma (Suède).
- Programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit –
 PROSMED (Pays-Bas)
- Programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'Etat de droit PROSMED Sud (PBF)

Résultats attendus du PROSMED :

- 1. Les populations bénéficient d'infrastructures de paix et de mécanismes de gestion et prévention des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à toutes et à tous ;
- Les populations, en particulier les femmes et les filles survivantes de VBG, retrouvent la confiance et ont un accès effectif à des services de sécurité, de justice et des institutions des droits de l'homme plus représentatifs, efficaces, redevables et transparents;
- 3. La corruption au sein des services publics, et en particulier ceux de la sécurité et de la justice, est diminuée grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations ;
- 4. Les communautés sont plus résilientes face aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent.

II.2. Résultats obtenus et activités planifiées

Résultat 1

Les populations bénéficient d'infrastructures de paix et de mécanismes de gestion et prévention des conflits efficaces, inclusifs et accessibles à toutes et à tous.

Activités réalisées :

- Appui à la mise en œuvre de la SNCSRN, aux équipes régionales d'appui à la réconciliation (ERAR) et aux comités communaux de réconciliation (CCR)
 - Adoption de la stratégie en Juillet 2022. Développement des outils de suivi (manuel de suivi des indicateurs)
 - Cartographie des conflits, des mécanismes de prévention des conflits, évaluation des capacités et mise à jour des plans d'actions annuels des ERAR
 - Renforcement des capacités des ERAR de Mopti, Ségou, Ménaka, Gao et 71 CCR
 - Facilitation de 27 dialogues communautaires
- Appui à la redynamisation de Commissions foncières (COFO) communales et villageoises
 - Appui au SP/LOA: missions d'évaluation et diffusion du guide COFO
 - Redynamisation de 323 commissions foncières (509 en total) et démarrage de la deuxième phase (élargissement au Sud et Gao et Ansongo)
 - Sensibilisation de près de 992 560 personnes sur les mécanismes formels et informels de gestion de conflits fonciers
- Appui au renforcement de la complémentarité entre les acteurs formels et informels
 - Appui technique à l'avant-projet de loi pour la revalorisation du rôle des cadis et autorités traditionnelles
 - Cadre d'échanges entre acteurs de la justice coutumière sur la complémentarité constructive entre les mécanismes traditionnels et formels
 - Renforcement de capacités des acteurs de justice sur les enjeux liés à la gestion du foncier agricole et la complémentarité avec les COFO

Activités planifiées :

- Appui à la mise en œuvre de la SNCSRN, aux équipes régionales d'appui à la réconciliation (ERAR) et aux comités communaux de réconciliation (CCR)
 - Appui au pilotage de la stratégie nationale de cohésion sociale et réconciliation nationale
 - Appui à la MARN et aux ERAR dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions
- Appui à la redynamisation de Commissions foncières (COFO) communales et villageoises
 - Appui au SP/LOA: monitoring/diffusion du guide
 - Redynamisation des 714 commissions foncières dans les régions de Kayes, Nioro, Nara,
 Koutiala, Segou, San, Mopti, Bandiagara, Douentza, Gao et Ansongo
- Appui au renforcement de la complémentarité entre les acteurs formels et informels en matière de justice
 - Appui technique à l'avant-projet de loi pour la revalorisation du rôle des cadis et autorités traditionnelles
 - Cadres d'échanges entre acteurs de la justice coutumière sur la complémentarité constructive entre les mécanismes traditionnels et formels

Résultats 2 :

Les populations, en particulier les femmes et les filles survivantes de VBG, retrouvent la confiance et ont un accès effectif à des services de sécurité, de justice et des institutions des droits de l'homme plus représentatifs, efficaces, redevables et transparents.

Appui au renforcement de la présence, accès et efficacité des acteurs de la sécurité

Activités réalisées :

- Appui stratégique
 - SNRSS adoptée en Avril 2022. Sensibilisation sur la RSS et appui à la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation et coordination et à l'élaboration de plans d'actions annuels.
- Appui renforcement des capacités
 - Construction/réhabilitation d'infrastructures de sécurité: 20 en cours (police/gendarmerie dans les cercles de Diema, Yalimane, Nioro, Nara, Koutiala, Yorosso, Segou, San, Macina, Koro, Bankass, Mopti et Gao)
 - Renforcement des capacités des acteurs de la sécurité: 115, soient 75 agents et Officiers de Police Judiciaire sur la planification d'enquête, les droits de l'homme et le code de la déontologie et 40 directeurs régionaux et adjoints de la police nationale sur le cours de management et leadership
- ▶ Appui à la restauration de la confiance
 - Appui aux CCS régionaux de Ségou, Koutiala et Mopti.
 - Appui à la mise en œuvre des plans d'actions des CCS de 14 CCS communaux: 75 activités de sensibilisation et de restauration de la confiance entre les populations et les FDS, 65 réunions des CCS, 475 lampadaires solaires dans 27 quartiers/points stratégiques
 - Appui à l'installation de 13 CCS communaux dans les cercles de Nara, Koutiala, Yorosso, Segou, Macina, Tominian, Mopti et Bankass

Activités planifiées :

- Appui stratégique
 - Sensibilisation sur la RSS et appui au pilotage du mécanisme de suivi-évaluation et coordination et appui à l'élaboration de plans d'actions annuels (2022/2023) du PA 2022-2024
- ▶ Appui à la présence et à l'efficacité
 - Finalisation des travaux d'infrastructures de sécurité: 23 (police/gendarmerie dans les cercles de Diema, Yalimane, Nioro, Nara, Koutiala, Yorosso, Segou, Macina, San, Koro, Bankass, Mopti et Gao)
 - Appui au renforcement des capacités des acteurs de la sécurité
- ▶ Appui à la restauration de la confiance
 - Appui à l'opérationnalisation des CCS régionaux
 - Finalisation de l'Installation de 13 CCS communaux et appui à la mise en œuvre des plans d'action des 27 CCS communaux

Appui renforcement de la présence, accès et efficacités des acteurs de la justice

Activités réalisées :

- Appui stratégique
 - Appui à la CPS MJDH: LOPSJ et traitement des statistiques
 - Appui à la cellule de communication du MJDH: stratégie de communication MJDH et renforcement des capacités
- Appui à la présence et à l'efficacité

- Construction/réhabilitation d'infrastructures de justice: 12 en cours (TI/EPES dans les cercles de Diema, Yelimane, Nioro, Nara, Koutiala, Yorosso, Macina et Koro)
- Appui au renforcement des capacités des acteurs de la justice: 384 (dont 135 femmes) greffiers/magistrats/personnels pénitentiaire - management des juridictions, communication
- Appui au système pénitentiaire: santé et de l'hygiène dans les établissements pénitentiaires; pérennisation du système AGIDERM; évaluation des EPES/conférence annuelle; renforcement des capacités/Ecole pénitentiaire
- Appui à l'accès et à la restauration de la confiance
 - Appui technique à l'avant-projet de loi portant sur l'assistance juridique et judiciaire
 - Opérationnalisation de la clinique juridique de l'USJPB
 - Sensibilisation des populations dans les cercles ciblés par le projet (Djenné)

Activités planifiées :

- Appui stratégique
 - Appui à la CPS MJDH: LOPSJ et traitement des statistiques
 - Appui à la cellule de communication du MJDH: mise en œuvre de la stratégie de communication MJDH
 - Appui technique à l'avant-projet de loi sur l'assistance juridique
- Appui à la présence et à l'efficacité
 - Finalisation des construction/réhabilitation d'infrastructures de justice: 14 en cours (TI/EPES dans les cercles de Diema, Yelimane, Nioro, Nara, Koutiala, Yorosso, Macina, Koro et Gao)
 - Appui au renforcement des capacités des acteurs de la justice (Plan MJDH/INFJ/DNAJ)
 - Appui au système pénitentiaire: formation, AGIDERM, évaluation, réinsertion
- Appui à l'accès et à la restauration de la confiance
 - Appui technique à l'avant-projet de loi portant sur l'assistance juridique et judiciaire
 - Appui aux services d'assistance juridique et judiciaire: LOA Barreau et sensibilisation des populations dans les cercles ciblés par le projet
 - Appui à la clinique juridique de l'USJPB

Appui à la lutte contre l'impunité

Activités réalisées :

- Appui à la justice militaire
 - Finalisation du code de la justice militaire
- Appui aux institutions judiciaires et pénitentiaires en matière de prévention et lutte contre le terrorisme
 - Formation des OPJ, greffiers et magistrats militaires
 - Appui technique et logistique au PJS
 - Appui à la mise en place de programmes de déradicalisation dans les prisons
 - Renforcement des capacités du personnel pénitentiaire sur la gestion des détenus violents et la prévention de la radicalisation en milieu pénitentiaire
- Appui au processus de justice transitionnelle
 - Information, formation et sensibilisation de 6258 jeunes étudiants de 15 à 30 ans dont
 2,232 femmes sur la JT et le travail de la CVJR
- Appui au renforcement des capacités de la CNDH
 - Appui technique et logistique aux antennes de la CNDH (Mopti, Kayes, Gao, Ségou et Sikasso): visites de monitoring, réseaux de relais dans les cercles

Activités planifiées :

- Appui à la justice militaire
 - Adoption et diffusion du code de la justice militaire
- Appui aux institutions judiciaires et pénitentiaires en matière de prévention et lutte contre le terrorisme
 - Appui technique et logistique au PJS
 - Appui à la mise en place de programmes de déradicalisation dans les prisons
- Appui au processus de justice transitionnelle
 - Production et diffusion de contenus artistiques sur les violations graves les moins connues commises au Mali de 1960 à nos jours (film, pièce théâtrale, exposition photo)
- Appui au renforcement des capacités de la CNDH
 - Appuis technique et logistique aux antennes de la CNDH (Mopti, Kayes, Gao, Segou et Sikasso): visites de monitoring, formation de recyclage des réseaux de relais dans les cercles
 - Renforcement des capacités des représentants et personnels des bureaux régionaux et la CNDH sur les thématiques essentielles à l'accomplissement de leurs missions

Résultats 3

La corruption au sein des services publics, et en particulier ceux de la sécurité et de la justice, est diminuée grâce aux efforts de prévention et de répression et au renforcement du contrôle citoyen des populations

Activités réalisées :

- Appui stratégique
 - Appui à la finalisation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption
- Appui à la redevabilité des acteurs de la sécurité et de la justice
 - Appui aux organes de redevabilité internes de la justice
 - Appui à l'ISJ: missions d'évaluation, base de données
 - Formation de formateurs sur l'intégrité et l'éthique judiciaires
- Appui à la société civile pour le monitoring des violations et des cas de corruption
 - Appui à la mise en place d'un réseau et d'une plateforme de monitoring et suivi des dénonciations des violations et cas de corruption (KENEKANKO)
 - Sensibilisation des populations sur les thématiques en lien avec la lutte contre la corruption dans les zones ciblées: 122 jeunes de 15-35 ans dont 52 femmes

Activités planifiées :

- Appui stratégique
 - Appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et le plan d'action
- Appui à la redevabilité des acteurs de la sécurité et de la justice
 - Appui aux inspections de la police et de la gendarmerie
 - Appui aux organes de redevabilité internes de la justice
 - Appui à l'ISJ: missions d'évaluation, base de données
- Appui à la société civile pour le monitoring des violations et des cas de corruption
 - Appui au réseau et d'une plateforme de monitoring et suivi des dénonciations des violations et cas de corruption
 - Sensibilisation des populations sur les thématiques en lien avec la lutte contre la corruption dans les zones ciblées

Résultats 4 :

Les communautés sont plus résilientes face aux discours en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent ». Prévention et lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des populations.

Activités réalisées :

Appui stratégique

- Adoption du plan d'action 2021-25 de la PNPLEVT en octobre 2022. Appui à la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation et coordination à l'élaboration du plan d'action 2023.
- Appui au développement d'un plan de vulgarisation/communication de PNLEVT et de campagnes de sensibilisation/vulgarisation du PA au niveau régionale
- Appui au fonctionnement du cadre national de concertation des leaders religieux

Appui au renforcement de la résilience des populations

- Appui à la finalisation du guide des prêches
- Appui aux communautés locales pour mettre en œuvre des initiatives visant à prévenir l'extrémisme violent: Meet-up citoyen avec les jeunes et femmes des groupements religieux et sensibilisations sur le manuel des prêches du MARCC

Activités planifiées :

Appui stratégique

- Appui au fonctionnement du cadre de suivi-évaluation de la stratégie
- Appui à la mise en œuvre du plan de vulgarisation/communication de PNLEVT et des campagnes de sensibilisation/vulgarisation du PA au niveau régional
- Appui au fonctionnement du cadre national de concertation des leaders religieux

Appui au renforcement de la résilience des populations

- Appui à la sensibilisation des leaders religieux sur le guide des prêches
- Appui à la formation/sensibilisation sur la PVE dans les écoles
- Appui à la diffusion de messages pour prévenir la radicalisation
- Appui aux communautés locales pour mettre en œuvre des initiatives visant à prévenir l'extrémisme violent (diagnostics et PA)

Approche transversale genre

- Appui au renforcement et à la mise en valeur des capacités des femmes en matière de gestion et prévention des conflits
 - Appui à la finalisation de la stratégie Genre du MRN
 - Compendium des femmes spécialisées en médiation
 - Appui au plaidoyer pour l'accès des femmes au foncier agricole: 12% de femmes en plus ont accès à la terre dans les localités des interventions COFO
- La sensibilité au genre des systèmes de sécurité et de justice est renforcée
 - Etude sur la prise en compte du genre et des droits humains dans le fonctionnement de la chaine civile et pénale finalisée
 - Prise en compte de la sensibilité au genre dans les travaux de réhabilitation/construction des infrastructures de sécurité et de justice
 - Renforcement des capacités des personnels des forces de sécurité et acteurs de la justice sur le genre (points focaux et personnels): 178 (dont 80 femmes)
 - Appui à la mise en place de de l'association des femmes magistrates

- La participation active des femmes et des jeunes dans tous les efforts visant à prévenir et à combattre la violence extrémiste est renforcée
 - Etude sur les dimensions sexospécifiques de l'extrémisme violent
- Appui au renforcement et à la mise en valeur des capacités des femmes en matière de gestion et prévention des conflit
 - Appui à la mise en œuvre de la stratégie Genre du MRN
 - Finalisation du compendium des femmes spécialisées en médiation
 - Appui au plaidoyer et lobbying en faveur des femmes ou de groupement des femmes en matière d'accès sécuriser au foncier agricole
- La sensibilité au genre des systèmes de sécurité et de justice est renforcée
 - Appui au développement de la stratégie genre du MJDH
 - Etude sur la prise en compte du genre et des droits humains au sein du secteur de la sécurité
 - Renforcement des capacités des personnels des forces de sécurité et acteurs de la justice sur le genre (points focaux et personnels)
 - Appui aux activités de de l'association des femmes magistrates
 - Appui à l'accès à la justice des femmes
- La participation active des femmes et des jeunes dans tous les efforts visant à prévenir et à combattre la violence extrémiste est renforcée
 - Appui technique pour l'élaboration de l'avant-projet de loi
 - Ateliers d'échange entre acteurs informels et formels

Communication et suivi-évaluation

Suivi-évaluation

- ▶ Elaboration d'un plan suivi et évaluation
- Elaboration d'un outil de collecte et de suivi sur KOBO
- Enquête de perception et évaluation à mi-parcours prévue en 2023

Communication

- ▶ Elaboration d'un plan de communication
- Publication de 7 articles sur les thématiques liées au PROSMED
- Publication d'une newsletter trimestrielle
- Réalisation de 3 capsules vidéo sur les activités du PROSMED
- Visite virtuelle des partenaires à Ségou

II.3. Situation financière des projets

Situation financière PROSMED

Project Output	Budget Disponible	PTA 2021-22	Dépenses	% de dépenses	PTA 2023
	(USD)	(USD)	(USD)		(USD)
Résultat 1 – Cohésion sociale	6584519	2 161 845	1852117	86%	3 919 240
Résultat 2 - Sécurité, justice et droits de l'homme	18457304	9 277 766	8344466	90%	6 806 584
Résultat 3 – Lutte contre la corruption	1584463	973 347	717581	74%	588 860

<u>Résultat 4</u> - PVE	1940241	825 125	464755	56%	479 653
Gestion du Projet et assistance technique	2884287	1 226 076	614834	50%	1 199 203
Total (GMS et levy)	32947292	15 310 963	11 993 753	78%	13 445 200

Situation financière PBF Impunité

Project Output	Budget Disponible	Dépenses au 30/11/2022	Reliquat
	(USD)	(USD)	(USD)
2. 1 Les capacités des acteurs de la sécurité et de la justice présents dans les cercles de Mopti, Bandiagara, Djenné, Ségou, San et Nioro sont renforcées	230000	247059,63	-17059,63
2.2 Les CCS sont mis en place dans les communes où sont présents des forces de sécurité	250000	167775,32	82224,68
2.3 Les mécanismes formels et informels de gestion des conflits sont renforcés afin de prévenir les conflits intercommunautaires	208300	287433,45	-79133,45
Coût technique et opérationnel	311 717	295346,88	16 370
Total	1 000 017,00	997615,28	2 402

Situation financière PBF Jeunes et réconciliation

Project Output	Budget Disponible	Dépenses au 30/11/2022	Reliquat
	(USD)	(USD)	(USD)
1.2 Des informations adaptées sur la justice transitionnelle sont rendues accessibles aux jeunes selon leurs âges et capacités	171 000	155 825	15 175
1.3 Les jeunes femmes et hommes mènent auprès de leurs pairs des campagnes d'éveil citoyen pour stimuler leur participation active aux processus de justice transitionnelle dans les régions ciblées	83 000	80 005	2 995

2.2 Les jeunes femmes et hommes du Mali ont accès aux conclusions de la CVJR et sont pris en compte dans la poursuite de la transition		82 696	2 304
Coût opérationnel et technique	127 673	126 806	867
TOTAL	466 673	445 332	21 341

III. Observations/Commentaires sur le document présenté

- Les représentants des Ministères signataires et du Commissariat à la Réforme du Secteur sont intervenus pour remercier les partenaires pour leur appui constant au Mali et à leurs institutions.
 Ils ont confirmé la pertinence des activités réalisées et planifiées et rappeler les efforts de concertations effectué par l'équipe du programme pour préparer le plan de travail présenté au cours du comité.
- Les représentants de l'Ambassade des Pays-Bas et du Fonds de Consolidation de la Paix ont eux aussi salué les réalisations du programme et confirmé leur intérêt pour cette initiative conjointe des Nations Unies. Ils ont insisté sur l'importance d'une approche compréhensive et coordonnée sur ces thématiques cruciales.

IV. Décisions prises par le Copil

Au terme de la réunion, le président et les membres du COPIL ont déclaré les résultats 2022 et le PTA 2023 adopté sous réserve de prise en compte des observations faites par les partenaires présents à la réunion.

Le Président et le comité de pilotage ont en outre pris acte de la clôture des projets suivants dont les résultats financiers avaient été présentés los du COPIL du 5 novembre 2022 et à l'occasion de ce COPIL :

- Approche intégrée pour lutter contre l'impunité et pour un accès amélioré à la justice dans le Centre du Mali (PBF) ;
- Les jeunes engagés pour une paix durable : Appui à la participation des jeunes aux processus de réconciliation au Mal (PBF) ;
- Femmes et conflit lié aux ressources naturelles (PBF) ;
- Prévenir et lutte contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement (Suède, Pays-Bas, Rep Tchèque) ;
- Construction d'un collecteur dans la ville de Gao (MINUSMA Trust Fund Danemark);

V. Signature

Fait à Bamako, le 12/12/2022



Alfredo Teixeira Représentant Résident Adjoint/Programme PNUD



ANNEXE 1:



LISTE DE PRESENCE COMITE DE PILOTAGE PROSMED 2022

Le 09 décembre 2022

Prénoms	Noms	Structures	Mails	Telephones	Signature
1. ALFRED	TEI XEIRA	PNUS	alfrelo. texical		16
Willemin	Van Lely veld	Ambassade do PB	willengin van insura	(ankellen
DIANE	SHEIMBERG	PBF	diane-sheinburgo)	AR H
PIETURE - A.	ARCHANOZE	PAF	cychange ont ou o		
FILIPLU	DI CARICLIA	INUD	lipped of	10-011110	7
MARIE	GUIRAGO	MINUSTA	mane pri	54943565	126
Amador	Ivallo	OWK-Femmes		77-27-30-03	6
Marieton	Diapy	and fews	maileton Licher	8289786	Miles
Minale, &	ranke	ANUB	minala marihote und		Hall
Taibata	Thiam.	UNURP	taibahar. Vicas	a under va	Maisel
Maina	BABALE.			walp.rg	
Moulaye	ARBY	UNDE	moulage geby	2028 001n	Amuan
		91	@undp.opg	1680041	Jan San San San San San San San San San S

	Prénoms	Noms	Structures	Mails	Telephones	Signature
13	Olive	prionners	enso	olive myulys	781497	1
15	ELIZA	XAVIER	4040	dyongle True		390
16	Famava	LBITA	PAUD	1 . 22	map as 934x4x41	1
17	Adamo	Tropie	PNOS	adamant toma	03184809	JAR.
18	LAURA	GAVA	Tenusna	GAVALEUN. ORG	94950829	A
19	Thierry	MARTIN	UNPOL	Oun org	94953752	-
	Mahamadou	Abdall Aziz	CRSS	Mamadoliaz 19	77194877	Brumit
4	jouheiren O.	DiALLO	SPINARCE	djan beiran @	2011119	1
22	ersona N'Fa	BIAKITÉ	CT / MAPCH	diakitelarrananja	72138865	LH STANT
12	Mamoudou	SOW	CTIMSPC	marmoudou par 776	70792938	Jan 8
I	BRAHIMA	TOUNKARA	DNAPES (75)	Chris 2 Dychoo. fr	66785467	Mount
	pazanni	DETRELE	CPS (Justia)	bazannizolbo	72103503	Step
6	ousseyni	Diakité	Enlas	,	23146086	7
E	l tadji je	Dia	PNUS		82 67 40 84	- VY